

CONTRIBUTION À UNE APPROCHE SOCIOLOGIQUE DE LA GENÈSE PARTISANE

Une analyse du front national, du movimento sociale italiano et du front islamique de salut

Myriam Aït-Aoudia, Alexandre Dézé

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « [Revue française de science politique](#) »

2011/4 Vol. 61 | pages 631 à 657

ISSN 0035-2950

ISBN 9782724632323

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2011-4-page-631.htm>

Pour citer cet article :

Myriam Aït-Aoudia, Alexandre Dézé « Contribution à une approche sociologique de la genèse partisane. Une analyse du front national, du movimento sociale italiano et du front islamique de salut », *Revue française de science politique* 2011/4 (Vol. 61), p. 631-657.

DOI 10.3917/rfsp.614.0631

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

CONTRIBUTION À UNE APPROCHE SOCIOLOGIQUE DE LA GENÈSE PARTISANE

— UNE ANALYSE DU FRONT NATIONAL, DU MOVIMENTO SOCIALE ITALIANO —
ET DU FRONT ISLAMIQUE DE SALUT

Myriam Aït-Aoudia et Alexandre Dézé

Un double constat s'impose dès lors que l'on s'intéresse à la naissance des organisations partisans. D'une part, les recherches portant spécifiquement sur la création des partis restent rares ; et d'autre part, les quelques travaux existants s'avèrent d'une aide toute relative si l'on se donne pour ambition de dénouer l'énigme sociologique que constitue la genèse d'un parti. Ainsi, comme le notait déjà Angelo Panebianco au début des années 1980, « bien que cruciale, la question des modalités de formation des partis ne suscite qu'un faible intérêt dans la littérature actuelle. La théorie de la formation des partis n'a pas été capable d'aller au-delà de la distinction proposée par Duverger entre partis de *création interne* et partis de *création externe* »¹. Ce vide théorique a certes été partiellement comblé depuis lors par les recherches du politiste italien, dont le modèle « génétique » – prolongeant les intuitions de Maurice Duverger² – s'est largement imposé dans le champ de la recherche sur les partis. Panebianco insiste notamment sur trois variables susceptibles de rendre compte des modalités différenciées de création d'un parti : la construction territoriale (par *pénétration* ou par *diffusion*) ; le soutien (ou non) d'une organisation préexistante ; la présence (ou non) d'un *leader* charismatique³. Cependant, l'analyse des conditions de naissance d'un parti à partir de ces trois variables a surtout vocation, dans ce modèle, à éclairer les modalités ultérieures de son développement organisationnel⁴. De fait, ce type d'approche ne s'intéresse que secondairement à la genèse des partis et vise surtout à en cerner les effets à plus ou moins long terme sur les structures

1. Angelo Panebianco, *Political Parties. Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 (1^{re} éd. 1982), p. 50.

2. Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Seuil, 1992 (1^{re} éd. : 1951), p. 23 et suiv.

3. Pour une application de ce modèle à l'une des organisations qui nous intéressent ici, le MSI, cf. Piero Ignazi, *Il Polo escluso. Profilo storico del Movimento Sociale Italiano*, Bologne, Il Mulino, 1998 (1^{re} éd. : 1989), p. 259-260. Pour une reprise critique de l'analyse de la « construction territoriale », voir Héléne Combes, « Faire parti(e) : construction et positionnement du PRD dans le système politique mexicain », *Revue internationale de politique comparée*, 12 (3), 2005, p. 331-345.

4. Sur le risque de lecture antéprédicative, cf. Jean-Claude Passeron, *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, 1991, p. 193 et suiv.

et les trajectoires partisans¹. Un constat similaire peut être dressé à propos des travaux sur les « nouveaux » partis, qui permettent sans doute de mieux apprécier la variété des processus de formation partisane (par fusion, par scission, par « naissance naturelle »²) ainsi que l'hétérogénéité des facteurs susceptibles d'intervenir dans ces processus (qu'il s'agisse des enjeux politiques du moment, des contraintes du système institutionnel, de l'attitude des partis existants à l'égard des nouveaux *challengers*³ ou du « projet politique » de l'organisation nouvellement créée⁴). Cela dit, la plupart des analyses proposées se focalisent sur l'identification des *causes exogènes* de la naissance sans jamais procéder à son examen proprement dit⁵. On peut à ce titre s'interroger sur la place qu'occupe ce phénomène dans les préoccupations des chercheurs lorsque, munis de savants appareillages mathématiques, ils se lancent dans des opérations visant à dégager *la variable explicative*⁶. Occultant toute la densité sociologique du processus de fabrication partisane, ce type de posture étilogique (et le plus souvent macroscopique) revient en effet tout simplement à concevoir la création partisane comme un phénomène « transparent », « sans mystère »⁷. Et d'une certaine manière, cette dernière remarque vaut également pour un certain nombre de manuels et de monographies repérables dans la littérature, où la naissance des partis n'est souvent évoquée que parce qu'elle constitue le point de départ de leur histoire et où elle reste abordée de manière descriptive ou naturaliste, comme si cette entreprise allait de soi pour les acteurs concernés⁸.

1. De manière semblable, la perspective adoptée par Herbert Kitschelt dans ses travaux sur la formation des partis écologistes vise moins à mettre au jour les dynamiques de création partisane que les facteurs (internes et externes) affectant les formes organisationnelles et les choix stratégiques des partis politiques. Cf. Herbert Kitschelt, *The Logics of Party Formation. Ecological Politics in Belgium and West Germany*, Ithaca, Cornell University Press, 1989.

2. Cf. Simon Hug, *Altering Party Systems. Strategic Behavior and the Emergence of New Political Parties in Western Democracies*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2001.

3. Robert Harmel, John D. Robertson, « Formation and Success of New Parties. A Cross-National Analysis », *International Political Science Review*, 6 (4), 1985, p. 501-523 ; Piero Ignazi, « The Crisis of Parties and the Rise of New Political Parties », *Party Politics*, 2 (4), 1996, p. 549-566.

4. Paul Lucardie, « Prophets, Purifiers and Prolocutors. Towards a Theory on the Emergence of New Parties », *Party Politics*, 6 (2), 2000, p. 175-185.

5. C'est également le cas des approches fortement teintées d'évolutionnisme qui appréhendent la naissance des partis comme la première étape de leur « cycle de vie » (avant l'« adolescence », l'« âge adulte », la « vieillesse » et la « mort »). Cf. Mogen S. Pedersen, « Towards a New Typology of Party Lifespans and Minor Parties », *Scandinavian Political Studies*, 5 (1), 1982, p. 143-166. La typologie de Pedersen a été reprise et affinée par Ferdinand Müller-Rommel, « The Lifespan and the Political Performance of Green Parties in Western Europe », dans F. Müller-Rommel, Thomas Pogunkte (eds), *Green Parties in National Governments*, Londres, Franck Cass, 2002, p. 1-16. Paul Lucardie s'en est également inspiré pour proposer une nouvelle typologie des partis : cf. Paul Lucardie, « Comment qualifier et répertorier les partis verts ? », dans Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele (dir.), *Les partis verts en Europe*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 63-70.

6. C'est le cas notamment de l'ouvrage de Simon Hug qui se fonde sur la théorie des jeux et qui, au terme de savants calculs, parvient à la conclusion selon laquelle l'apparition de nouveaux enjeux est la variable qui influence le plus la formation des nouveaux partis... Cf. S. Hug, *Altering Party Systems...*, *op. cit.*

7. Sur les effets propres à l'illusion étilogique, cf. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 (1^{re} éd. : 1986), p. 50.

8. S'agissant des monographies, cf. par exemple Alexis Massart, *L'Union pour la démocratie française (UDF)*, Paris, L'Harmattan, 1999 ; Jean-Claude Delbreil, *Centrisme et démocratie-chrétienne en France. Le Parti démocrate populaire des origines au MRP. 1919-1944*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1990 ; Jean-Claude Colliard, *Les républicains indépendants. Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, PUF/Publications de l'Université de Paris I-Panthéon Sorbonne, 1971. S'agissant des manuels, cf. notamment Jean Charlot, *Les partis politiques en France*, Paris, s. éd., 1986 ; Colette Ysmal, *Les partis politiques sous la Cinquième République*, Paris, Montchrestien, 1989 ; Pierre Bréchon (dir.), *Les partis politiques français*, Paris, La Documentation française, 2005.

On l'aura compris : en dépit de quelques notables exceptions¹, la genèse partisane reste peu étudiée en elle-même et pour elle-même. On souhaiterait donc proposer ici une lecture renouvelée de ce phénomène, en l'appréhendant à partir de trois cas : le Front national (FN), le Movimento sociale italiano (MSI) et le Front islamique du salut (FIS). On pourra s'étonner de la constitution d'un tel échantillon. Il tient tout d'abord aux singularités des « terrains » sur lesquels les auteurs ont travaillé : pour l'une, les partis en Algérie², pour l'autre, les partis d'extrême droite en Europe³ (on trouvera une présentation des sources sur lesquelles reposent ces recherches en annexe). Il faut ensuite préciser que ce n'est pas un critère de nature idéologique qui a motivé ce rapprochement. Le FN, parti d'extrême droite, le MSI, parti néofasciste, et le FIS, parti islamiste, appartiennent sans doute à cette nébuleuse vague de l'extrémisme politique et/ou des partis « antisystème ». Mais ce n'est pas cette catégorisation (incertaine au moment de la création, et souvent posée *a posteriori* par les observateurs), ni même les propriétés variables que l'on pourrait en déduire *a priori* (type d'organisation, répertoire d'action, rapport au système politique...) qui sont à l'origine de ce dialogue entre nos deux terrains.

Ce projet comparatif trouve son origine dans la formulation d'une « intrigue »⁴ commune : *avec qui, pourquoi et à partir de quoi* des individus d'abord extérieurs au champ politique institué créent-ils un parti ? Ce même questionnement, adressé séparément à chacun de nos terrains, nous a conduits à être attentifs aux supports matériels et politiques mobilisés par les acteurs et aux raisons pour lesquelles, à un moment précis, ils s'engagent dans la compétition partisane. Dans cette perspective, il convenait d'appréhender la création partisane *en train de se faire*, en suspendant méthodologiquement la connaissance que nous avons de l'issue de ce processus⁵. Une telle approche permet alors non seulement de rendre compte de sa complexité et de son incertitude, souvent ignorées en tant que telles, mais également de concevoir l'acte d'institution par lequel un parti se dote d'une marque comme le résultat d'une multiplicité d'interactions entre des acteurs individuels et/ou collectifs⁶.

1. Cf. Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989 ; H. Combes, « Faire parti(e)... », art. cité ; Myriam Aït-Aoudia, « La naissance du Front islamique du salut : une politisation conflictuelle (1988-1989) », *Critique internationale*, 30, janvier-mars 2006, p. 129-144.

2. Myriam Aït-Aoudia, « L'apprentissage de la compétition pluripartisan en Algérie (1988-1992). Sociologie d'un changement de régime », thèse pour le doctorat de science politique, Paris, Université Paris I-Panthéon Sorbonne, 2008.

3. Alexandre Dézé, « Idéologie et stratégies partisans. Une analyse du rapport des partis d'extrême droite au système politique démocratique. Le cas du FN, du MSI et du VB », thèse pour le doctorat de science politique, Paris, Sciences Po Paris, 2008.

4. Au sens où l'entend Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire ?*, Paris, Seuil, 1996 (1^{re} éd. : 1971), p. 51 et suiv.

5. Sur les vertus de ce type de démarche méthodologique, cf. Michel Dobry, « Penser = Classifier ? », entretien avec André Loez, Gérard Noiriel et Philippe Oliveira, *Genèses*, 59, février 2005, p. 151-165.

6. S'agissant du FIS, la grande majorité des travaux ne s'attardent guère sur la naissance du parti, mais s'intéressent plutôt à ses stratégies d'implantation, aux raisons de son immense succès à partir des élections locales de 1990 et à ses liens avec le terrorisme. Voir, par exemple, Aïssa Khelladi, *Les islamistes algériens face au pouvoir*, Alger, Éditions Alfa, 1992 ; Séverine Labat, *Les islamistes algériens, entre les urnes et le maquis*, Paris, Seuil, 1995 ; Liess Boukra, *Algérie, la terreur sacrée*, Lausanne, Favre, 2002 ; Mohamed Issami, *Le FIS et le terrorisme. Au cœur de l'enfer*, Alger, Le Matin éditions, 2001. Ce constat vaut globalement pour le FN et le MSI : l'examen des modalités d'institutionnalisation ou des causes du succès est généralement préféré à l'étude de la genèse. Sur le FN, voir par exemple Guy Birenbaum, *Le Front national en politique*, Paris, Balland, 1992 ; Jacques Le Bohec, *Sociologie du phénomène Le Pen*, Paris, La Découverte, 2004. Sur le MSI, voir par exemple Marco Tarchi, *Dal MSI ad AN : organizzazione e strategia*, Bologne, Il Mulino, 1997 ; Petra Rosenbaum, *Il nuovo fascismo da Salò ad Admirante. Storia del MSI*, Milan, Feltrinelli, 1975.

L'analyse proposée repose sur deux étapes. Il s'agit tout d'abord d'étudier la « primo-genèse » partisane afin de mieux identifier les acteurs impliqués, leurs modes d'action et d'organisation, leurs coordonnées sociales et les ressources dont ils disposent *avant* la création partisane. Cet examen préliminaire s'avère indispensable si l'on veut cerner la façon dont se forme peu à peu, au fil des interactions entre acteurs mais aussi de leur capacité à anticiper et à gérer les évolutions externes du jeu politique, une structure de mobilisation potentielle, sorte de préalable à la « transformation » (non mécanique) en regroupement partisan. Il s'agit ensuite d'explorer les différents procédés de « mise en forme » du parti, ou plutôt de « mise en conformation » : pour se faire connaître et reconnaître collectivement en tant que parti, les acteurs doivent avant tout se doter d'une façade conventionnelle. Il convient dès lors d'accorder la plus grande attention aux différents aspects du travail qu'implique – pour ces acteurs – la fabrique partisane (sigle, programme, structuration territoriale...) mais aussi aux variables (propriétés sociales et politiques) qui contribuent à déterminer les modalités de cette fabrique.

On pourra penser que cette approche centrée sur la primo-genèse puis sur l'édification partisane revient à négliger d'éventuelles particularités du processus de création des trois partis étudiés. Certes, comme on le constatera, la naissance du FN procède bien d'une « création par fusion », celle du MSI d'une « création par refondation » et celle du FIS d'une « création externe ». Mais est-ce là l'essentiel ? Car si ces processus peuvent être variablement typifiés, ils relèvent bien en revanche, comme on le verra, d'une même dynamique qui trouve son origine dans la mobilisation des réseaux préconstitués et s'achève par la mise en œuvre de toute une série d'opérations jugées, par les acteurs, nécessaires pour *faire* parti. Ce n'est donc pas parce que le FN, le MSI et le FIS partageraient ce trait appelé « extrémisme politique » que l'on y observe une dynamique génétique semblable. En revanche – et telle est notre hypothèse –, les modes opératoires que nous allons analyser dans cette contribution semblent bien communs aux partis lorsque ces derniers procèdent de l'entrée dans le champ politique de *nouveaux* acteurs qui ont une activité militante préalable.

Mobilisation des réseaux préconstitués et définition de l'organisation : la primo-genèse partisane

Les fondateurs d'un parti s'accordent généralement pour présenter la naissance de leur organisation comme le fruit d'un regroupement spontané d'individus partageant des objectifs politiques. Cette stratégie de présentation – qui fait partie intégrante du « roman de parti »¹ – remplit diverses fonctions : elle permet de naturaliser le processus de création partisane, d'entretenir l'illusion d'un corps partisan unifié dès son origine, mais aussi de gommer les hésitations, les conflits internes, les contradictions qui accompagnent nécessairement la fondation d'une organisation quelle qu'elle soit.

Appréhender la création d'un parti implique en premier lieu de se défaire de ces conceptions linéaires ou mythiques et d'analyser la sociogenèse partisane en se montrant attentif : 1) aux milieux dans lesquels évoluent les futurs fondateurs ; 2) aux logiques endogènes et exogènes qui conduisent à la création en tant que telle ; 3) aux luttes portant sur la définition de l'organisation. En procédant à un tel examen préalable, on se donne ainsi la possibilité de

1. Sur cette notion, cf. Pierre Ansart, *La gestion des passions politiques*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1983, p. 126 ; B. Pudal, *Prendre parti...*, *op. cit.*, p. 23 et suiv.

concevoir le moment fondateur du FN, du MSI et du FIS non plus simplement comme un acte de naissance mais comme le produit d'interactions où se joue, pour un ensemble d'acteurs, la question des modalités de continuation d'engagements (politiques, religieux) antérieurs. Rendre compte du caractère incertain et erratique de la genèse partisane suppose alors d'adopter une approche de type processuel et configurationnel, au sens où l'entend Norbert Elias¹, c'est-à-dire un enchaînement d'actions, associant une pluralité d'acteurs interdépendants, et qui ne peuvent être ni anticipées ni contrôlées.

Dans les milieux « pré-partisans »

L'acte de naissance d'un parti politique donne à voir, sous la forme de l'évidence, une association de personnes partageant des valeurs communes. Il ne dit rien des conditions concrètes qui président à ce regroupement particulier. Dénouer le fil de cette « intrigue fondatrice » implique en premier lieu de s'intéresser aux acteurs qui en sont à l'origine, aux milieux dans lesquels ils évoluent, aux types de relations qu'ils entretiennent.

« Pour la création du FIS, on a contacté les gens qu'on connaissait, en qui on avait confiance », affirme l'un des principaux fondateurs de l'organisation islamiste, l'imam Hachemi Sahnouni, interrogé lors d'un entretien. Si le FIS est l'émanation d'un premier noyau attracteur composé de six personnes qui lancent un appel à la constitution d'un parti le 18 février 1989, sa genèse procède plus largement de l'activation de réseaux pré-constitués qui permettent aux responsables de présenter le 10 mars, dans la mosquée algéroise Ibn Badis, une direction forte de 35 membres. Le FIS n'est donc pas le prolongement d'un groupe structuré mais se fonde plus largement sur la réunion d'un ensemble d'individus qui ont participé au cours des années 1980 à une ou plusieurs des mobilisations suivantes : le rassemblement du 12 novembre 1982, première action collective porteuse de revendications à caractère explicitement religieux et principalement axées sur la moralisation de la vie publique ; les diverses actions centrées sur l'ouverture de mosquées universitaires dans tout le pays ; l'épopée de l'organisation terroriste du Mouvement islamique armé (MIA) qui sévit de 1982 à 1987 ; l'expérience de la prison et les activités quotidiennes de prosélytisme autour des mosquées. L'ensemble de ces activités constituent la *da'wa* (proclamation de la foi) qui désigne à la fois l'action missionnaire des prédicateurs, mais aussi d'autres types de comportements prosélytes, comme l'incitation à prier dans les universités. Tous les fondateurs ont, selon la formule consacrée par plusieurs enquêtés, « un parcours dans la *da'wa* ». Ces expériences communes constituent à la fois des moments privilégiés d'interconnaissances et contribuent largement à forger une identité politique forte en donnant à ses principaux participants un prestige et des ressources qui s'avèreront indispensables au moment de la création partisane².

La primo-genèse du MSI relève de dynamiques semblables. Au lendemain de la victoire des Alliés en avril 1945 et de l'écroulement consécutif de la République sociale italienne (RSI)³, le camp fasciste apparaît décimé et subit une vaste entreprise d'épuration à la fois « sauvage » (lynchages, exécutions sommaires) et « officielle » (arrestations suivies de procès). En juin 1946, environ 12 000 fascistes se trouvent en détention. Devant l'interdiction de reconstituer

1. Norbert Elias, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, Presses Pocket Agora, 1991 (1^{re} éd. : 1970).

2. M. Aït-Aoudia, « La naissance du FIS. Une politisation conflictuelle », art. cité.

3. En juillet 1943, Mussolini est destitué par le roi Victor-Emmanuel III puis arrêté, provoquant l'écroulement du régime fasciste. Libéré par un commando allemand en septembre, il fonde la RSI avec le soutien de Hitler, dans la zone nord de l'Italie occupée par les forces armées nazies.

« sous quelque forme ou dénomination que ce soit le parti fasciste dissous » (décret législatif n° 195 du 26 avril 1945), les anciens partisans de Mussolini qui parviennent à échapper à l'épuration cherchent à s'exiler ou entrent en clandestinité. C'est à Rome que se créent les premiers groupes clandestins destinés à poursuivre la « bataille idéologique et politique du fascisme »¹. Formant un « ensemble vraiment chaotique »², ces groupes qui sont par ailleurs dénués de ressources matérielles parviennent néanmoins au moyen d'actions spectaculaires (attentats, diffusion pirate de l'hymne fasciste *Giovinezza* sur les ondes radio, enlèvement de la dépouille de Mussolini) à entretenir le spectre d'une menace fasciste. Les futurs fondateurs du MSI (entre autres Giorgio Almirante, Pino Romualdi, Arturo Michelini) sont à rechercher parmi les principaux animateurs de ces petites organisations. Ils coordonnent leurs initiatives et travaillent à leur regroupement au sein de structures unitaires (notamment les Fasci di Azione Rivoluzionaria, fondés pendant l'hiver 1945 par Romualdi et relancés par lui et Almirante à l'automne 1946). Ils cumulent de fait différents types de capitaux associés soit aux fonctions qu'ils ont pu exercer au sein des instances du régime fasciste (capacités organisationnelles, pratique routinière du *leadership*), soit à l'intimité des liens qu'ils pouvaient entretenir avec Mussolini (notoriété, prestige)³. Or, le MSI procède précisément de la mobilisation des réseaux constitués au cours de cette période de clandestinité – période fondatrice et unifiante, décrite *a posteriori* par les responsables du parti comme une période « vraiment héroïque »⁴. Il reste que la création d'un parti est encore loin d'être à l'ordre du jour, et que c'est avec la « plus fanatique intransigeance révolutionnaire »⁵ que les futurs fondateurs du MSI entendent alors poursuivre leur action.

La création du FN apparaît tout aussi improbable dans les mois qui précèdent sa naissance officielle. Les milieux extrêmes droitiers français se composent alors d'une nébuleuse de « petits groupes isolés, sectaires, totalement coupés de la réalité, enfermés dans des querelles de chapelle où les questions de personnes et les rancunes mesquines priment sur l'action politique »⁶. Là encore, cependant, la fondation du parti émane d'un travail préalable de constitution et d'animation de réseaux d'interconnaissances personnels, qui, de la même manière, est effectué par des agents détenteurs de certains capitaux. Ainsi, la genèse du FN doit être tout d'abord relue au prisme de l'entreprise d'unification des forces éparses de « l'Opposition nationale »⁷ menée à partir de 1969 par Alain Robert, alors âgé de 24 ans et dont la trajectoire militante compte déjà de multiples engagements (au sein de la Fédération des étudiants nationalistes, du Comité Tixier-Vignancour, d'Occident ou encore du Groupement Union Droit). C'est dans cette perspective unitaire, support de la reprise d'« un

1. Giorgio Almirante, Francesco Palemenghi-Crispi, *Il Movimento sociale italiano*, Milan, Nuova academia editrice, 1957, p. 26-27. *Leader* historique du MSI pour avoir occupé le siège de secrétaire national pendant dix-huit années consécutives, Almirante fut également l'un des fondateurs du parti.

2. Mario Tedeschi, *Fascisti dopo Mussolini. Le organizzazioni clandestine neofasciste 1945-1947*, Rome, Edizioni Settimo Sigillo, 1996 (1^{re} éd. : 1950), p. 73. Âgé de 21 ans en 1945, Mario Tedeschi fut l'un des acteurs du fascisme clandestin romain de l'immédiat après-guerre.

3. Comme le rappelle Frédéric G. Bailey, « réussir comme *leader*, c'est rassembler plus de ressources que ses adversaires et les utiliser avec plus d'habileté » (*Les règles du jeu politique. Étude anthropologique*, Paris, PUF, 1971, p. 50).

4. G. Almirante, F. Palemenghi-Crispi, *Il Movimento sociale italiano*, op. cit., p. 29.

5. Extrait du bulletin *Rivoluzione* de l'organisation clandestine Fasci di Azione Rivoluzionaria (FAR). Sources : M. Tedeschi, *Fascisti dopo Mussolini...*, op. cit., p. 54.

6. Pour reprendre ici la description qu'en donnent les responsables d'Ordre nouveau. Cf. *Pour un Ordre nouveau*, juin 1972, supplément spécial congrès, 2^e édition, p. 73.

7. L'expression est utilisée comme synonyme d'extrême droite dans la littérature et le discours des acteurs d'extrême droite eux-mêmes.

combat unique contre les gauchistes et le régime »¹, qu'Alain Robert lance Ordre nouveau (ON), structure à partir de laquelle se poursuit le travail d'agrégation des différents groupuscules constitutifs de l'extrême droite. S'imposant progressivement comme le pilier de l'Opposition nationale, ON dispose alors d'un capital collectif de ressources (matérielles, militantes, organisationnelles) dont la mobilisation (initialement non prévue à cette fin) s'avérera, dans le cadre de la création du FN, incontournable. Entre 1970 et 1972, ON n'en demeure pas moins une organisation radicale, luttant « pour réaliser la Révolution nationale, contre le Régime et contre les Rouges »², et dont la violence constitue l'essentiel du répertoire d'action.

L'analyse croisée des trois cas permet ici de mettre en lumière au moins deux premiers éléments communs dans la dynamique processuelle de la primo-genèse partisane : la constitution de réseaux issus de mobilisations (militantes, politiques, religieuses) préalables ; la détention, par les futurs fondateurs, de capitaux singuliers (prestige, expériences politiques, savoir-faire organisationnel...).

Le moment de la création partisane : perceptions du contexte et luttes internes

L'analyse des pratiques des acteurs avant la création partisane permet de repérer l'existence d'une « structure potentielle d'action préconstituée »³ qui ne doit pas pour autant conduire à tenir pour naturel ou mécanique le processus par lequel cette structure aboutit à un regroupement partisan. En comparant les trois organisations étudiées, il est possible d'identifier deux dynamiques communes de déclenchement de la transition partisane : l'une tient aux interprétations pratiques qui sont faites de la conjoncture politique et institutionnelle ; l'autre est à rechercher dans les logiques de concurrence internes aux milieux de mobilisation.

Durant les décennies 1970 et 1980, la création d'un parti islamiste est inenvisageable dans un régime autoritaire de parti unique dans lequel de nombreux militants islamistes sont emprisonnés. Mais les perceptions des futurs fondateurs du FIS quant à la délimitation du champ des possibles se trouvent considérablement modifiées par le contexte inédit qui suit les émeutes d'octobre 1988. La publication d'un projet constitutionnel le 5 février 1989 qui ne fait plus référence au parti unique et qui reconnaît les Associations à caractère politique (ACP), redoublée par la confusion qui règne au sommet de l'État, rassure une poignée d'islamistes qui y voit une opportunité de se constituer en organisation politique. Kamel Guemazi, membre fondateur du FIS, rend compte de cette transformation de perspective : « Pour nous, ACP, ça voulait dire parti. [...] Oui, on était évidemment rassurés par la Constitution. [...] C'est à partir de là qu'on a pensé à créer un parti »⁴. Ce projet apparaît malgré tout risqué dans un contexte où les autorités politiques rejettent officiellement le pluralisme partisan, d'où un mélange de prudence et d'audace : « On fonce, mais on se méfie »⁵, dira

1. François Duprat, *Les mouvements d'extrême droite en France depuis 1944*, Paris, Albatros, 1972, p. 181. Membre de l'OAS, de Jeune Nation, d'Occident, puis d'Ordre nouveau, François Duprat est considéré comme le théoricien du nationalisme révolutionnaire en France. Il est également l'un des principaux concepteurs de la stratégie de « front national » (cf. *infra*).

2. *Pour un ordre nouveau*, 0, juin 1971, p. 2.

3. Pour faire référence ici à l'approche de Loïc Blondiaux, « Les clubs : sociétés de pensée, agencements de réseaux ou instances de sociabilité politique ? », *Politix*, 1 (2), 1988, p. 29-42, dont p. 30.

4. Entretien avec Kamel Guemazi, Alger.

5. Entretien avec Hachemi Sahnouni, Bouzaréah. Pour l'étude du FIS, nous avons interviewé chaque acteur à plusieurs reprises (par exemple, six fois pour H. Sahnouni entre le 30 octobre 2003 et le 1^{er} décembre 2006), d'où l'impossibilité de dater les extraits cités.

un autre membre fondateur. Cette fenêtre d'opportunité est renforcée par une concurrence parmi les islamistes. Comme le souligne Hachemi Sahnouni, « il fallait agir vite de peur que les autres nous devançant ». En effet, une série d'initiatives voit le jour au même moment. C'est le cas de la création d'une association de bienfaisance par Mahfoud Nahnah et de la Ligue de la *da'wa* par Ahmed Sahnoun, deux figures centrales des mobilisations islamistes postindépendance. Cette logique de concurrence a un effet accélérateur. Ici, les « les profits symboliques à se déclarer parti politique »¹ sont liés à la volonté de s'imposer comme les premiers représentants de l'islam politique. C'est donc cette perception d'une conjoncture institutionnelle favorable, liée à une concurrence interne au champ islamique militant qui aboutit le 18 février 1989 à la proclamation de la création d'un parti politique, le FIS.

Un processus similaire est observable dans le cas du MSI. Entre avril 1945 et juin 1946, le camp fasciste se reconstitue, comme on l'a rappelé, dans la clandestinité. Au cours de cette période, le lancement d'un mouvement politique unitaire et légal est *a priori* impossible, tant en raison de la visée insurrectionnelle qui guide l'action des groupes clandestins que des caractéristiques de l'environnement politique interdisant toute reconstitution d'une organisation politique fasciste. Toutefois, progressivement, la perception du champ des possibles va se transformer. Deux facteurs vont s'avérer déterminants dans la modification des conditions de jeu des partisans de l'ancien régime fasciste : la fin de l'épuration officielle (en mars 1946) et la perspective du référendum de juin 1946 à l'occasion duquel les électeurs sont appelés à se prononcer sur la nature du futur régime et à élire l'Assemblée constituante. L'enjeu de ce référendum est crucial pour l'avenir de la paix civile en Italie et c'est dans ce contexte particulier que s'établissent des contacts, à titre privé, entre les fascistes et les représentants de différents partis. Comme le souligne Piero Ignazi, les rencontres qui vont suivre donnent le « signal d'un possible retour à la vie politique des "vaincus, des survivants, des fuyards", en d'autres termes, il s'agit d'une légitimation des néofascistes comme acteurs politiques »². Le produit des négociations est le suivant : en échange de l'amnistie, les fascistes s'engagent auprès des partisans de la Monarchie et de la République à faire le choix de la légalité, autrement dit à respecter les résultats du référendum et à rester neutres en cas de conflit. Proclamés le 18 juin 1946, les résultats du référendum marquent l'avènement de la République. Quelques jours plus tard, le 22 juin, un décret prévoit une amnistie pour les fascistes assortie de réductions de peine. En juillet, la moitié des détenus est libérée. L'ouverture de cette fenêtre d'opportunités inédite, qui marque le retour à la vie civile des « exilés dans la patrie »³, se solde par un véritable tournant dans la réorganisation du camp fasciste, mettant au cœur des débats la question de la définition du mode d'action légitime : s'insérer dans le jeu politique ou poursuivre l'activité clandestine. S'engage ainsi une lutte pour la représentation du secteur fasciste. Une myriade de formations concurrentes se créent, soutenues par divers organes de presse, qui plaident cependant en majorité pour la constitution d'une formation unitaire et légale. C'est cette dynamique qui l'emporte, appuyée par les principaux chefs de la clandestinité (et donc par les futurs fondateurs du MSI) qui, tout à la fois, jugent « désastreuse »⁴ la situation dans laquelle se trouvent les survivants du régime mussolinien et entendent conserver le contrôle sur les milieux néofascistes. Il reste que le

1. Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1997, p. 20.

2. P. Ignazi, *Il Polo escluso...*, op. cit., p. 24.

3. Pour reprendre le titre de l'ouvrage d'un ancien militant *missino* : Marco Tarchi, *Esuli in patria. I Fascisti nell'Italia repubblicana*, Parme, Ugo Guanda Editore, 1995.

4. Pino Romualdi, « Il "18 Brumaio" dell'on. De Gasperi », *L'Italiano*, 8, 1959 (repris dans *Il Borghese*, 4 juin 1971).

« besoin de rentrer dans la normalité », de « revenir pour faire partie d'un monde où il leur serait permis de vivre »¹, constitue ici une logique spécifique qui contribue à la reconversion des réseaux préconstitués en organisation partisane. Le 3 décembre 1946, une réunion préparatoire permet de jeter les bases du « premier » MSI. Le 26 décembre, le parti est officiellement fondé à Rome.

Le processus génétique du FN présente là encore des similarités. Le contexte politique (et plus particulièrement électoral) joue davantage un rôle d'accélérateur d'un processus de conversion entamé quelques mois plus tôt. La perspective des élections législatives de 1973 est perçue par les responsables d'Ordre nouveau comme une opportunité « d'élargir encore l'audience de l'Opposition nationale » en ajoutant la « lutte électorale »² au répertoire d'action du mouvement (qui a déjà présenté quelques candidatures aux élections municipales de 1971). Cette dynamique – qui doit aboutir à la « création d'un vaste Front national regroupant la totalité de l'Opposition nationale »³ – rencontre ici une autre logique de type concurrentiel interne aux milieux extrême droitiers. Bien que rejoint par un nombre croissant de militants, Ordre nouveau n'en reste pas moins soumis à l'opposition de certains groupes (telles que l'Œuvre française) dans sa tentative de conquête du monopole de l'espace nationaliste. La création d'un parti est donc également pensée comme la possibilité « d'accroître l'impact du mouvement »⁴. Mais d'autres variables doivent ici être prises en considération. Le projet de mettre en place une « stratégie de front national »⁵ débouchant sur la création d'une organisation partisane procède notamment de ce que François Duprat appelle la « crise de croissance » d'ON.

« À l'heure présente, écrit-il en juin 1971, il y a une nécessité, une priorité absolue [...] : *c'est la création et la formation d'un parti révolutionnaire, d'un parti nationaliste* [en italique dans le texte]. Ce n'est pas un mouvement, mais un parti qu'il nous faut et que nous voulons, c'est la seule raison qui doit guider notre combat présent. Sans lui, nous ne sommes rien [...]. Sans lui, nous ne ferons jamais rien [...]. »⁶

La tonalité de ce texte met au jour l'un des motifs rarement soulignés de la constitution du FN : l'urgence éprouvée de convertir l'organisation de jeunesse que représente encore Ordre nouveau en une « organisation adulte »⁷. Or, cette conversion ne peut s'opérer sans contraintes dans le cas d'un groupe antisystème, et nécessite tout un travail de rationalisation et de redéfinition des fondements légitimes de l'action – travail que Duprat réalise progressivement entre 1971 et 1972, accentuant un peu plus dans chacun de ses articles qui paraissent dans la presse d'Ordre nouveau la nécessité pour le mouvement de *faire parti*. C'est dans

1. M. Tedeschi, *Fascisti dopo Mussolini...*, op. cit., p. 90.

2. *Ordre nouveau Hebdo*, 4, 25 octobre-2 novembre 1972.

3. *Pour un Ordre nouveau*, mai 1972, supplément spécial congrès, p. 163.

4. *Ibid.*

5. *Ordre nouveau hebdo*, 1, 5-12 octobre 1972.

6. *Pour un ordre nouveau*, 1, juillet-août 1971.

7. Comme le rappelle Ph. Juhem, « le militantisme en milieu étudiant ou dans les organisations de jeunesse [...] présente la particularité de contraindre ses principaux animateurs à se retirer rapidement après avoir atteint le sommet de leurs organisations. Des carrières militantes ascensionnelles peuvent connaître une éclipse ou un arrêt définitif lorsque les individus ne parviennent pas à reconverter dans des organisations "adultes" les ressources acquises dans le militantisme de jeunesse » (Philippe Juhem, « Entreprendre en politique. Les carrières militantes des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), février-avril 2001, p. 131-153, dont p. 151).

cette perspective, parce qu'il fait partie des notables « nationaux »¹ et qu'il est déjà porteur d'un certain capital politique, que Jean-Marie Le Pen est contacté en septembre 1972 en vue de collaborer à la création du FN. De fait, celui qui est habituellement présenté dans les textes frontistes comme le « président fondateur du Front national » n'intervient finalement qu'après que la décision de lancer un parti ait été prise, soit lors du deuxième congrès national d'Ordre nouveau, les 10 et 11 juin 1972.

Deux dynamiques interviennent donc bien dans la primo-genèse des trois partis étudiés : la perception positive du contexte et une concurrence interne aux milieux pré-partisans.

Quel parti ? La forme organisationnelle et le choix du label en question

L'analyse croisée des trois cas étudiés démontre encore que le choix et la conception de la forme « parti » ne vont pas forcément de soi au moment de la création.

Le succès fulgurant remporté par le FIS aux premières élections libres algériennes, locales en 1990 et législatives en 1991, fait trop souvent oublier les hésitations initiales relatives à sa nature. À l'origine, les fondateurs ne sont en effet pas fixés sur un type particulier d'organisation. Certains songent à créer une « association qui homogénéiserait la *da'wa* »². « Au départ, on préférait une association plutôt qu'un parti. Il fallait d'abord éduquer le peuple avant de faire plus directement de la politique [...] »³. D'autres en revanche envisagent de créer une véritable organisation partisane (*hizb*), pour « faire de la politique », ce qui signifie ici critiquer librement le gouvernement⁴. Il faut préciser que cette posture n'implique pas la participation à la compétition électorale (qui n'est pas à l'agenda gouvernemental) dans cette phase primo-génétique – participation électorale qui deviendra un an plus tard la préoccupation centrale du parti. Elle signifie en fait avoir la possibilité d'unifier différents acteurs éparpillés sur le territoire national, et se constituer en porte-parole de l'islam politique. La création partisane permet ainsi de procéder au passage d'une prise de parole plurielle à une structuration politique.

Ces problématiques définitionnelles sont également repérables au MSI. Dès lors qu'est prise la décision de fonder le parti, s'engage une phase de lutte pour la définition de son label et de son identité. Le choix du sigle donne lieu à de nombreuses discussions⁵ au cours des mois de novembre et décembre 1946. Divers labels sont proposés parmi lesquels « MOSIT » (MOvimento Sociale ITaliano) ou « USI » (Unione Sociale degli Italiani) finalement abandonnés au profit de « MSI ». L'indétermination vaut aussi pour le programme de l'organisation créée. Au-delà de l'apparent consensus sur la nécessité de perpétuer « l'idée du fascisme » en maintenant « la communion idéale entre les morts et les vivants »⁶, on sait que les échanges entre les *missini* furent vifs et opposèrent « ceux qui revendiquaient l'intégralité programmatique de la RSI » (en référence à la dernière période du fascisme, d'inspiration socialisante et révolutionnaire) et « ceux qui prenaient davantage en considération la réalité méridionale » de l'Italie (en référence au fascisme-régime d'obédience corporatiste et conservatrice). Rédigés notamment par Pino Romualdi mais relus et corrigés par l'ensemble du

1. Terminologie indigène désignant les « nationalistes » modérés.

2. Entretien avec H. Sahouni, qui ajoute : « Ce n'était pas très clair au début, mais on voulait faire quelque chose ».

3. Entretien avec Hadi Bouyali, membre du MIA, Oued Romane.

4. Entretien avec K. Guemazi, Alger.

5. MSI, *Il MSI Dal secondo al terzo congresso nazionale*, Documenti per la storia del Movimento sociale italiano, Edizioni del servizio esteri del MSI, 1953, p. 57.

6. *Rivolta Ideale*, 26 décembre 1946.

groupe dirigeant, les « Dix points programmatiques » adoptés en décembre 1946 forment un compromis entre les exigences des différentes tendances et restent de fait assez vagues sur les orientations idéologiques du parti¹.

La concurrence pour la définition de l'organisation au sein de ce rassemblement élargi que représente le Front national naissant apparaît également assez vive. Le nom du mouvement et l'étiquette sous laquelle les futurs candidats frontistes doivent être amenés à se présenter lors des élections législatives de 1973 suscitent en effet de nombreuses discussions à l'occasion du congrès national du mouvement, les 10 et 11 juin 1972. Les militants attachés à la marque ON entendent ainsi promouvoir l'étiquette « Front national pour un ordre nouveau ». Mais ce choix ne fait pas l'unanimité au sein de la commission électorale du congrès, où se dégage « une volonté d'approfondir la stratégie d'ouverture [...] : au lieu d'un sigle bâtarde, pourquoi ne pas jouer à fond l'ouverture, en adoptant pour étiquette "Front national" tout court ? De nombreux participants à la commission inclinent dans ce sens et en fin de compte une motion recommandant cette étiquette est arrêtée »². Le texte de la motion provoque des débats entre les délégués, qui s'ordonnent pour l'essentiel autour de la question du rapport à l'identité du mouvement. D'un côté, les « pragmatistes » font état des « difficultés que le sigle "Ordre nouveau" implique dans une campagne électorale, en insistant sur la nécessité de jouer à fond la stratégie d'ouverture et de changement d'"image" »³, et en précisant qu'« il ne s'agit pas de renier trois ans de combat, mais d'un souci d'efficacité »⁴. De l'autre, les « orthodoxes » expriment « la crainte de se diluer, de perdre tout ce qui fait l'originalité – et la force – des nationalistes »⁵. La motion de la commission électorale est finalement adoptée, mais le texte précise que le mouvement nationaliste-révolutionnaire conservera le contrôle de l'organisation, en patronnant et en investissant les candidats du FN. Pour autant, le déroulement du congrès offre déjà une indication des difficultés que peut représenter la transition partisane pour des militants qui entretiennent un lien « moral » avec leur formation initiale.

Loin de correspondre aux récits reconstruits qui en sont dressés dans les textes partisans, la primo-genèse du FN, du MSI et du FIS relève donc d'un processus complexe et incertain. Le lancement de ces trois organisations procède ici à la fois de la mobilisation des réseaux des fondateurs, qui constitue une structure potentiellement orientable vers une forme partisane ; de la perception d'une conjoncture particulière contribuant à redéfinir les modalités d'action des agents ; de logiques concurrentielles au sein des milieux « pré-partisans » ; et de l'issue des confrontations portant sur la définition de l'organisation. Plus largement, et de manière complémentaire, le moment de la création donne bien à voir une croyance dans l'efficacité performative de l'acte de constitution partisan comme moyen de consolidation des positions occupées à la fois dans les milieux originels de mobilisation (la droite extrême ou le champ religieux militant) et dans la sphère institutionnelle.

1. Fondazione Ugo Spirito, Fondo Mario Cassiano, Serie 2 : « Attività nel MSI (1947-1990) », Sottoserie 2 : « Propaganda e documentazione (1947-1990) », busta 14-48-5.

2. *Pour un ordre nouveau*, juin 1973, supplément spécial congrès.

3. *Pour un ordre nouveau*, 13, juillet-août 1972.

4. *Pour un ordre nouveau*, juin 1973, supplément spécial congrès, p. 11.

5. *Ibid.*, p. 12.

La mise en forme du produit partisan

Ce processus primo-génétique est rapidement suivi de diverses opérations de mise en forme des organisations ainsi créées. Il faut ici commencer par rappeler que la création d'un parti reste tributaire : des représentations dominantes de la « forme parti » à un moment donné (forme variant évidemment dans le temps et dans l'espace) ; d'un ensemble défini de contraintes juridiques, politiques et financières ; des technologies disponibles permettant à un groupe d'acteurs de lui conférer une existence ; ainsi que des dispositions et des ressources de ces acteurs. De fait, la création d'une organisation partisane doit être conçue comme s'apparentant à une entreprise de conformation¹ : pour qu'un parti existe, il est en effet nécessaire que ses fondateurs le présentent à travers une façade standardisée à des degrés divers et qu'ils s'approprient les outils propres à le produire en tant que parti politique légitime. Dans cette mesure, l'analyse de la mise en forme du produit partisan doit tout d'abord consister à repérer les différents « processus de production matériels, humains et symboliques [et de] tous les bricolages »² jugés nécessaires par les acteurs pour « faire » parti. Il faut ensuite se montrer attentif à la dimension sociale de ce processus³ en cherchant à mettre en relation les caractéristiques sociales et politiques des fondateurs avec la forme spécifique prise par l'organisation. Appliquée aux trois cas qui nous intéressent, cette démarche a notamment le mérite de faire ressortir les singularités mais aussi les contraintes et les difficultés de la construction partisane. Ainsi, les pratiques (politiques, religieuses) antérieures à la création partisane, les compétences acquises en termes d'organisation ou encore la légitimité sociale et politique des milieux dont sont issus certains fondateurs contribuent largement à façonner la *forme* initiale (tant structurelle que symbolique ou programmatique) de l'organisation.

La construction d'une façade partisane standardisée

Comprendre comment s'opère la mise sur pied d'une organisation partisane nécessite de se concentrer sur l'examen des pratiques des acteurs, autrement dit, sur ce que les fondateurs du FN, du MSI et du FIS ont estimé à leur époque nécessaire pour se produire en tant que parti et rendre cette production crédible et acceptable. L'un des premiers apports de l'analyse croisée est de révéler ici le caractère relativement standardisée de ce travail, puisque plusieurs opérations de mise en forme apparaissent communes aux trois organisations. Comme on va le voir, chacune de ces opérations joue une fonction complémentaire dans l'édification du collectif partisan.

Ce qui est en premier lieu jugé consubstantiel à cette entreprise, c'est l'adoption d'une nouvelle marque politique, opération qui permet ici de rappeler qu'un parti « existe » d'abord sous la forme d'un nom et d'un symbole (cf. documents 1, 2 et 3).

1. On trouve une idée similaire dans la « théorie de la contagion » développée par R. Harmel et K. Janda. Ces deux auteurs considèrent en effet que, dans le cadre d'un système pluraliste, les différents partis sont amenés à s'imiter mutuellement, à s'aligner sur une norme commune (notamment au niveau organisationnel) afin d'être plus performants et d'être considérés comme des partenaires acceptables par les autres partis. Cf. Robert Harmel, Kenneth Janda, « An Integrated Theory of Party Goals and Party Change », *Journal of Theoretical Politics*, 6 (3), 1994, p. 259-287, dont p. 264.

2. H. Combes, « Faire parti(e)... », art. cité, p. 335.

3. Pour une approche en termes de « construction sociale des organisations partisans », cf. Frédéric Sawicki, *Les réseaux du parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.

Document n° 1.
Carte d'adhésion du MSI
(1949).



Sources : Fondazione Ugo Spirito, Fondo Mario Cassiano, Rome.

Document n° 2.
L'une des premières affiches
du FN (1972).



Sources : Musée d'histoire contemporaine de la BDIC.

Document n° 3.
Le symbole du FIS.



Sources : Presse partisane.

Dans les trois cas observés, en effet, les responsables du FN, du MSI et du FIS commencent par se doter d'une appellation et d'un logotype afin de se faire connaître et reconnaître en tant que nouvel acteur politique. Ainsi, la naissance du FN est annoncée au début du mois d'octobre 1972 par la diffusion d'une affiche tirée à 30 000 exemplaires et représentant, en grand format, le logotype partisan. Les responsables du MSI multiplient de la même manière les placards textes avec mention du label partisan. Le nom du FIS est maintes fois répété par ses fondateurs à partir de l'annonce de la création partisane en février 1989. On aura certes noté que les responsables des trois organisations ont préféré à la terminologie partisane d'autres dénominations (« Mouvement », « Front ») – préférence qui apparaît diversement motivée¹. Pour autant, le FN, le MSI et le FIS n'en sont pas moins présentés dans les textes officiels, les statuts ou les discours comme des partis à part entière. Si l'adoption d'une nouvelle marque participe de la mise en visibilité du parti, elle joue encore d'autres fonctions dans son institution. Noms et symboles partisans sont tout d'abord producteurs d'identité pour les collectifs nouvellement constitués, dans la mesure où ils condensent tout un ensemble de « signes distinctifs, qui vont conduire les membres à se reconnaître à la fois comme différents de ceux qui sont hors du groupe (identification) et comme semblables à ceux qui sont dans le groupe (identification) »². La clôture de cette frontière identitaire s'opère sur la base d'une mobilisation de référents (symboliques, axiologiques, historiques) qui doivent faire sens pour la communauté partisane, et notamment pour les membres issus

1. Pour le MSI, ce choix est explicitement justifié par un antipartisme hérité de la tradition moniste et corporatiste du fascisme italien, et relayé par une idéologie plus large de rejet du système politique démocratique et de ses acteurs partisans. Dans le cas du FN, l'appellation « frontiste » a pour fonction officielle de marquer la vocation première de l'organisation, celle de « rassemblement de l'Opposition nationale » ou de « regroupement de la droite sociale, nationale et populaire ». Dans le cas du FIS, l'absence de l'appellation « parti » s'explique par l'interdiction formelle de ce type d'organisation au moment de sa création – la nouvelle Constitution n'autorisant que la fondation d'associations à caractère politique.

2. Jacques Chevallier, « Identité, organisation, institution », dans CURAPP, *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 239-251, dont p. 239.

des groupes préconstitués, qui restent les plus exposés à d'éventuelles perturbations identitaires dans la transition partisane. Pour ne prendre ici qu'un seul exemple, la flamme du MSI, initialement conçue sur le modèle des emblèmes des associations d'anciens combattants, évoque, pour en reprendre la description *a posteriori* que livre l'un des *leaders* historiques du mouvement, Pino Rauti, « le feu d'une petite chapelle, le souvenir de la mort et du sacrifice qui se projette dans l'avenir »¹. Ce logo tisse de fait un lien tacite avec le régime fasciste tout en référant à la « religion des morts » et à la symbolique funéraire, particulièrement importantes dans la *Weltanschauung* de la République sociale italienne. On comprend dès lors qu'en offrant une surface potentielle d'investissements mémoriels et de projections émotionnelles, les marques partisans puissent également jouer une fonction d'agent unificateur et mobilisateur, décisive dans la phase de lancement des nouvelles formations. Ainsi, comme le rappelle David Kertzer, « les symboles sont au centre du processus qui lie les individus aux [...] mouvements politiques »².

L'élaboration d'un programme fait également partie des opérations perçues comme inhérentes à la fabrication d'un parti. Les fondateurs du FIS estiment ainsi que la création d'une telle organisation, même déconnectée de tout enjeu électoral, exige l'établissement d'une véritable plate-forme.

« Créer un parti sans programme ? Ce n'est pas possible. [...] Saïd Guechi et Abassi Madani étaient très politisés. Ils connaissaient bien la mouvance islamiste et les partis. Moi, j'avais beaucoup de documents sur les mouvements islamiques dans le monde entier. On avait une idée de ce qu'est un parti. »³

Il en va de même pour les responsables frontistes. L'élaboration d'un programme ne doit pas seulement avoir pour vocation de présenter la ligne politique du parti ; elle doit aussi permettre de conférer à l'organisation naissante un « profil de parti politique admis et bien considéré »⁴. Ce constat est également partagé par les dirigeants du MSI, qui conçoivent l'existence même de leur programme comme un indice du caractère légal de leur parti⁵. On aura saisi ici l'importance fonctionnelle de l'élaboration d'un tel document dans le processus de construction partisane : pouvoir se revendiquer d'un programme, c'est se conformer à l'idée de ce qui est attendu d'un parti, c'est donc rendre crédible l'entreprise naissante aux yeux des acteurs concurrents, du pouvoir ou des médias. Ce travail de mise en conformité se traduit également dans les trois cas observés par la présentation d'un ensemble de propositions assez vagues portant sur une large palette de thèmes : l'éducation, la santé, ou encore l'industrie pour le FIS⁶ ; l'économie, l'enseignement, le service public pour le FN⁷ ; l'indépendance de l'Italie, le rétablissement de l'autorité de l'État, l'instauration du référendum populaire pour le MSI⁸. Il s'agit bien, de la sorte, de faire montre des compétences

1. « La fiamma, un simbolo ereditato dal MSI », *La Repubblica*, 26 novembre 2003.

2. David I. Kertzer, « Rituel et symbolisme politiques des sociétés occidentales », *L'Homme*, 32 (121), 1992, p. 79-90 dont p. 83.

3. Entretien avec Yahia Bouklikha, Tlemcen.

4. *Pour un ordre nouveau*, juin 1973, supplément spécial congrès, p. 32.

5. MSI, *Circolare settimanale*, 8, 1947.

6. Document ronéotypé. Le programme du FIS a été publié dans la *Tribune d'Octobre*, 11, 25 juillet 1989.

7. « Défendre les Français », supplément à *Front national*, 3, février 1973.

8. Les premières propositions programmatiques du MSI sont exposées dans deux textes publiés et affichés conjointement : l'Appel aux Italiens et les Dix points programmatiques. Sources : Fondazione Ugo Spirito, Fondo Mario Cassiano, Serie 2 : « Attività nel MSI (1947-1990) », Sottoserie 2 : « Propaganda e documentazione (1947-1990) », busta 14-48-1.

des organisations à traiter de n'importe quelle question. Cependant, il est clair que les modalités de mise en œuvre de ces programmes ne constituent pas encore une source de préoccupation et que leur production a surtout pour finalité de participer à la consolidation de la façade partisane.

D'autres opérations apparaissent tout aussi fondamentales pour donner corps et forme au parti. La structuration de l'organisation est à ce titre vécue comme une priorité : comme l'affirme Kamel Guemazi, « après l'agrément du FIS, la structuration est devenue notre principale activité »¹. Cette structuration revêt une double dimension, à la fois interne (organisation) et externe (implantation territoriale). Pour le FN, le travail de mise en forme du produit partisan s'accompagne également rapidement de la mise en place d'un « appareil digne d'un véritable parti » – pour reprendre les termes des responsables d'Ordre nouveau². De fait, quel que soit son degré de sophistication, l'organigramme fait bien partie des pièces nécessaires pour se faire authentifier comme organisation partisane. Le 10 mars 1989, quelques semaines après l'annonce du projet de création du FIS, ses fondateurs présentent ainsi solennellement aux fidèles de la mosquée algéroise Ibn Badis, à Kouba, les trente-cinq membres fondateurs du parti (dont une direction de treize personnes). Pour exister, un parti doit certes pouvoir s'incarner à travers un ou plusieurs *leaders* mais aussi à travers tout un ensemble d'agents dotés de rôles spécifiques (président, secrétaire général, membre du bureau directeur, du conseil consultatif national ou de la commission exécutive... – pour reprendre les diverses terminologies employées pour désigner les organes dirigeants des trois formations). L'examen de la composition de ce personnel témoigne ici d'un autre aspect de la mise en forme du produit partisan, en dévoilant certains critères de sélection. Ainsi, bien qu'impliqués de manière décisive dans la création du FIS, les membres du MIA font le choix de ne pas intégrer la liste officielle des fondateurs du parti islamiste : « [...] de peur qu'on associe le FIS aux "terroristes" que nous étions ! On avait décidé cela pour ne pas les gêner. Mais évidemment, on était partie prenante »³. Il en va de même pour le MSI, dont les fondateurs – qui, pour certains, demeurent dans la clandestinité – sont contraints de mettre en avant un personnel « non compromis » par son implication dans le régime fasciste. Ainsi, le premier secrétaire de la commission exécutive nationale, première instance dirigeante provisoire du MSI, est un certain Giacinto Trevisonno, personnage de second rang sur lequel on ne dispose que de peu d'informations. De même, à l'exception de Giovanni Tonelli, surtout connu pour ses activités de journaliste, tous les autres membres de la commission exécutive présentent un faible capital de notoriété. Des contraintes similaires sont repérables au FN, au sein duquel les responsables et militants d'Ordre nouveau font le choix d'un « effacement complet »⁴, d'un « oubli de soi momentané »⁵ pour ne pas miner le lancement de l'entreprise partisane. Sur les recommandations mêmes des nationalistes-révolutionnaires, c'est donc Jean-Marie Le Pen, dont le profil est jugé plus respectable, qui assure le monopole de la représentation frontiste. La fabrication d'un produit partisan acceptable procède donc bien ici de la sélection d'agents légitimes dénués en l'occurrence de liens ostensibles avec le terrorisme, l'expérience fasciste ou encore le militantisme nationaliste-révolutionnaire.

1. Entretien avec K. Guemazi, Alger.

2. *Pour un ordre nouveau*, juin 1973, supplément spécial congrès, p. 24.

3. Entretien avec Mohamed Bouyali, membre actif du MIA et frère de son fondateur, Oued Romane.

4. *Pour un ordre nouveau*, juin 1973, supplément spécial congrès, p. 85.

5. *Ibid.*

La structuration d'un parti repose également sur un travail d'implantation territoriale. Là encore, cette étape est considérée comme centrale dans la construction partisane : « On devait montrer qu'on était organisé », affirme ainsi H. Bouyali à propos du FIS. De même, comme l'indiquent Giorgio Almirante et Francesco Palemenghi-Crispi, « le problème des premiers mois [pour le MSI] n'était pas de nature idéologique [...] ; il s'agissait, sans moyens, d'organiser le nouveau mouvement et de le faire connaître au monde extérieur »¹. On comprend ainsi un peu mieux la rapidité avec laquelle les dirigeants *missini* vont bâtir cette organisation. Dès le mois de janvier 1947, quelques jours après sa création, le MSI possède déjà ses premières sections². Au 31 mai de la même année, le mouvement compte – selon ses propres indications – 60 sections provinciales et 240 sections communales³. Le processus apparaît plus lent et incertain dans le cas des deux autres partis étudiés. Concernant le FIS, il s'avère non seulement impossible de créer, dans les premières semaines, des structures dans l'ensemble des villes et des départements algériens (sur un territoire immense) mais aussi de doubler les structures à chaque échelon comme cela était initialement prévu par les statuts (bureaux exécutifs et conseil consultatif⁴) : seuls les premiers sont finalement installés. Malgré la mobilisation active des réseaux d'interconnaissance personnels tissés dans la mouvance islamique, les fondateurs du FIS peinent également à trouver des personnes disponibles et jugées compétentes pour gérer le parti au niveau local et départemental. De même, la plupart des sections ouvertes par le FN en France sont due en général à l'initiative d'« isolés courageux » (selon une terminologie indigène)⁵ et restent pour l'essentiel des coquilles vides.

« Chacun apprend à prendre ses responsabilités et à ne compter que sur lui-même [...] ; chaque responsable de secteur doit pratiquement animer une organisation complète et autonome à l'échelle d'une circonscription. »⁶

Mais l'existence même formelle de ces structures (un local, une pièce d'appartement, parfois même un simple numéro de téléphone) n'en contribue pas moins, tout comme d'autres types d'actions déjà mentionnés, à conférer une existence tangible au parti. Comme le note Giuliana de' Medici à propos du MSI, elles rendent possible une « première rencontre entre les Italiens et le nouveau parti »⁷. Elles offrent en outre un indice matériel du potentiel organisationnel et donc politique du parti, et constituent un foyer important de recrutement militant et de captations de ressources financières. On saisit cependant ici à travers ces opérations de structuration toute la part d'improvisation et de bricolage que peut revêtir la création d'un parti.

La mise sur pied du FN, du MSI et du FIS procède enfin d'une dernière opération : l'instauration d'outils ou de procédures permettant de contrôler la parole partisane dans le but d'entretenir l'illusion d'un corps partisan unifié. Comme le souligne Julian Misch dans son analyse du processus d'homogénéisation du PCF, la réification du parti fait délibérément

1. G. Almirante, F. Palemenghi-Crispi, *Il Movimento sociale italiano*, op. cit., p. 29.

2. MSI, *Notiziario settimanale*, 1, février 1947.

3. MSI, *Circolare settimanale*, 6-17, 14-21 juin 1947.

4. Un document du FIS signé par Benazouz Zebda, vice-président du bureau exécutif national, et intitulé « FIS, 2^e mémorandum concernant le bureau exécutif *wilaya*l et l'assemblée consultative *wilaya*le, en date du 19 *Rabie Ethanie* 1410 » (ce qui équivaut approximativement à fin octobre 1989) traite du rôle et de la composition de ces deux structures statutaires.

5. *Pour un ordre nouveau*, juin 1973, supplément spécial congrès, p. 33.

6. *Ibid.*

7. Giuliana De' Medici, *Le origini del MSI*, Rome, ISC, 1986, p. 64.

partie de la stratégie de l'acteur partisan¹. Il s'agit bien, en effet, de donner l'impression que le parti ne fait qu'« un », qu'il agit et parle comme un seul homme. Les techniques utilisées pour assurer l'unité partisane reposent tout d'abord sur la centralisation de la production des orientations politiques et du matériel partisan. « L'opinion officielle du MSI sur tel problème, et la ligne en fonction de laquelle [le parti] entend les résoudre »² sont ainsi exposées dans des circulaires ou des bulletins d'informations hebdomadaires envoyés aux sections.

« Chaque semaine, le MSI fera parvenir directement à toutes les sections, communales et provinciales, ces "informations", qui s'ouvriront par un article d'orientation politique, que les dirigeants de la section pourront utiliser pour la propagande, et qui contiendra toutes les informations que la Commission exécutive nationale devra faire parvenir à tous les organes périphériques du Mouvement. »³

Il en va de même au FIS. Ce sont les membres de la direction nationale qui désignent les responsables des structures départementales. La priorité consiste à installer des responsables à cet échelon, chargés ensuite de mobiliser et d'encadrer la population et de mettre en place des structures dans les autres villes du département. Hachemi Sahnouni évoque le caractère centralisé de la procédure retenue :

« Des membres de la direction se sont occupés de trouver des gens pour les bureaux de *wilaya* [...]. En dernier ressort, c'est Guechi [président de la commission nationale de l'organisation et de la coordination] qui donnait son aval, il donnait le cachet du FIS à celui qui avait été choisi comme président du bureau et la photocopie de l'agrément du FIS du ministère de l'Intérieur. »

Guechi pilote ainsi l'entreprise de standardisation en fournissant des directives relatives aux pratiques attendues de gestion et de mobilisation, ou encore des éléments plus matériels comme du papier à en-tête, un logo, une délégation de signature. La direction offre donc aux nouveaux représentants de ces structures intermédiaires le maximum de ressources collectives qui concernent spécifiquement les questions matérielles. D'autres techniques d'unification sont cependant encore repérables : monopolisation de la production discursive par quelques agents ; appels répétés à la « discipline de parti »⁴ dans le cas du MSI (« Nous ne pourrions accomplir notre devoir que si nous parvenons à dépasser les oppositions personnelles [...] ; il est nécessaire que nous soyons tous d'accord »⁵) ; interruption de la presse concurrente d'Ordre nouveau dans le cas du FN : « ce n'est pas sans regret que nous nous voyons contraints d'ouvrir une parenthèse de deux mois dans la parution du mensuel et de l'hebdo »⁶ ; « ce silence momentané répondait à [...] un impératif politique et psychologique d'abord : ON NE MÈNE UNE BATAILLE QUE SOUS UN SEUL DRAPEAU [en majuscules dans le texte] »⁷.

L'analyse des premières opérations constitutives de la fabrication du FN, du FIS et du MSI permet de mettre au jour les modalités pratiques liées à la transformation des groupes

1. Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

2. MSI, « Circolare SPAC n° 22 », 20 décembre 1947, envoyée à toutes les sections provinciales.

3. MSI, *Notiziario settimanale*, 1, février 1947.

4. MSI, *Circolare settimanale*, 7, 1947.

5. MSI, *Circolare settimanale*, 16-17, 14-21 juin 1947.

6. *Pour un ordre nouveau*, juin 1973, supplément spécial congrès, p. 32.

7. *Pour un ordre nouveau*, 18, avril 1973, p. 2.

d'acteurs préconstitués en organisations partisans, transformation qui s'opère selon un principe de conformation à ce qui est perçu, par ces groupes, comme étant nécessaire pour « faire » parti. De fait, on aura noté que si le FN, le FIS et le MSI ne constituent pas encore des partis à part entière (si l'on se réfère, par exemple, à la définition qu'en donne Lapalombara et Weiner¹), ils ne tentent pas moins de s'en donner l'apparence. Or, c'est bien l'objectif prioritaire qui semble ici recherché. Comme l'affirment les responsables d'ON, il s'agit bien de conférer au FN « l'image et la surface d'un véritable parti politique »², bref de *faire* comme si le FN était un *parti*, en se dotant d'une façade standardisée ou en se déclarant comme tel. Un processus également observable dans le cas du MSI et du FIS.

On aura cependant perçu que ces opérations de construction partisane ne vont pas forcément de soi pour les partis étudiés. Et ce, pour au moins deux raisons. Tout d'abord, la création des trois formations constitue un changement d'*être organisationnel*. Les responsables d'ON n'hésitent pas, ainsi, à comparer la transformation partisane à une véritable « métamorphose », à un passage « dans un domaine totalement nouveau, une *terra incognita* de la politique »³. On trouve un écho similaire au FIS.

« Pour nous, créer un parti, c'était vraiment quelque chose de nouveau. On se demandait : qu'est-ce qu'on va faire ? On n'avait pas d'expérience. Moi, je n'avais que 27 ans. On a toujours vécu sous le parti unique, où on a vécu des choses graves. On se demandait si on allait être accepté par le pouvoir. Certaines personnes nous posaient des questions auxquelles nous ne savions pas toujours répondre. C'était pour nous un genre de découverte. Il nous fallait découvrir le terrain. On n'avait pas beaucoup de références. »⁴

Ces difficultés se lisent encore en creux, pour le MSI, dans les versions romanesques de la création livrées *a posteriori*.

« Pas un seul d'entre nous qui ne se trouva engagé dans la République sociale italienne ne pensa qu'avec le crépuscule tragique d'avril 1945 viendrait la fin du fascisme. Re commençons : fuyants, épurés, poursuivis, incarcérés [...]. Le Movimento sociale italiano naît dans ce climat, d'une puissante volonté de survivre [...] », d'hommes « qui mériteraient, tous, une citation d'honneur. »⁵

Ensuite, cette mutation peut s'avérer lourde d'implications pour les membres des groupes préconstitués, contraints – dans le cas du MSI et du FN – de renoncer à leurs emblèmes, principes et répertoires d'action originels, voire, comme on l'a souligné, de s'effacer au sein même des organisations nouvellement constituées.

Une mise en forme tributaire du profil politique des fondateurs

L'examen attentif des processus de genèse partisane implique également de s'intéresser à la façon dont les caractéristiques sociales et politiques des acteurs contribuent à configurer l'organisation naissante. Au-delà des standards de mise en forme observés, les trajectoires

1. Joseph Lapalombara, Myron Weiner (eds), *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966.

2. *Pour un ordre nouveau*, juin 1973, supplément spécial congrès, p. 23.

3. *Ordre nouveau Hebdo*, 2, 12-18 octobre 1972.

4. Entretien avec K. Guemazi, Alger.

5. Giorgio Bacchi, « Il MSI attraverso le mozioni congressuali e i principali documenti programmatici », dans MSI, Direzione nazionale, *Scuola di partito. Lezioni del primo Corso di preparazione politica per dirigenti giovanili*, Roma, s. éd., 1967, p. 62.

des fondateurs du parti, leurs pratiques antérieures, le capital organisationnel qu'ils ont pu acquérir, les milieux ou les réseaux dont ils sont issus... sont autant de variables à prendre en considération si l'on veut parvenir à une compréhension satisfaisante des modalités de création d'un parti. On souhaiterait démontrer l'importance de cet aspect méthodologique de notre approche en l'illustrant diversement à partir de nos trois cas d'observation.

Le premier exemple porte sur le FIS. Confrontés à un manque d'expérience partisane, les fondateurs de l'organisation ne partent pas de rien pour autant. Les mobilisations auxquelles ils ont participé (la manifestation de novembre 1982, l'expérience carcérale liée à l'expérience du MIA, les réseaux universitaires et ceux des mosquées libres algéroises) ont été autant d'occasions de politisation et d'acquisition d'un certain nombre de compétences pratiques et cognitives. Ils ont lu des ouvrages sur les organisations islamistes dans d'autres pays musulmans et ils connaissent le fonctionnement du FLN, l'ancien parti unique. Ils ont des savoir-faire variés acquis dans le cadre de leur ancien militantisme religieux. Ils ont progressivement développé une conception politique de leur engagement religieux et ils sont insérés dans diverses organisations sociales (mosquées, associations culturelles, de quartier, caritatives, etc.), autant d'expériences qui seront diversement mobilisées pour fabriquer le parti. Ainsi, la conversion de ce capital constitué dans la sphère religieuse et l'importation de conceptions religieuses dans la sphère politique sont au cœur des processus de fabrication du FIS. Ce phénomène s'observe tout particulièrement au niveau des choix organisationnels opérés par les fondateurs du parti. Pour en tracer l'organigramme, ils s'inspirent ainsi largement des structures généralement en vigueur dans d'autres partis islamistes avec lesquels ils se sont progressivement familiarisés au cours de leurs précédents engagements. C'est surtout au sein du réseau des mosquées universitaires qu'ils acquièrent des connaissances solides sur le fonctionnement de ces organisations. En effet, les diverses mobilisations étudiantes en faveur de la création de mosquées universitaires dans les années 1980 s'accompagnent le plus souvent de la mise en place de bibliothèques et de la tenue de séminaires thématiques. Ce sont ces informations, alimentées également par la lecture d'ouvrages et de revues spécialisées et les discussions avec des étudiants islamistes étrangers venus faire leurs études en Algérie qui expliquent largement le recours à un type particulier d'organisation. Yahia Bouklika, membre de la direction du FIS et ancien étudiant à la faculté d'Oran, explique bien ce mimétisme.

« On avait une idée de ce qu'était un parti, car on lisait beaucoup. Abassi aussi. On avait déjà les documents. Moi j'avais presque tous les documents des partis politiques islamiques qui existaient dans le monde entier, je connaissais les structures, par exemple : El Aamal de Jordanie, Arbakane de Turquie, de la République islamique d'Iran, donc on avait des clichés. Ils avaient eux aussi un *Madjliss*. Leurs documents étaient publiés. C'est un travail préparatif de 20 ans ; 20 ans de lecture sur la mouvance islamique. Moi je lisais beaucoup sur les gens du Proche-Orient et du Pakistan, d'Inde. [...] Donc on discutait de ce qu'il fallait faire, on avait des idées historiques : El Mamoun, Abass, Haroun Rachid, ce qu'ils ont fait et on a la matière existante. Donc, quand on a créé nos commissions, on avait les informations modernes et historiques. »¹

La dénomination des structures, au premier rang desquelles l'instance suprême, le *Madjliss Echoura* (Conseil consultatif) est ainsi directement inspirée de nombreuses organisations politiques se réclamant de l'islam dans d'autres pays². Dans l'histoire de l'islam, ce Conseil

1. Entretien avec Y. Bouklika, Tlemcen.

2. Cf. Marie-Lucie Dumas, *Répertoire des partis intégristes musulmans. Tome 1, la Méditerranée*, Paris, CHEAM, 1995. L'auteur propose des fiches signalétiques de cent un partis politiques.

correspondait à « des assemblées consultatives extraordinaires dans le dernier siècle et demi de l'empire ottoman » et aussi dans les « États islamiques plus anciens » qui rassemblaient les plus hauts responsables (sultan, grand vizir, chefs militaires, hauts fonctionnaires, etc.) où les décisions se prenaient « à l'unanimité des opinions » et non par un vote¹. Les fondateurs du FIS reprennent à leur compte non seulement le nom et l'organe considérés comme prestigieux, mais ils s'approprient également le mode de prise de décision, c'est-à-dire le consensus. Ils mobilisent donc des modèles d'organisation existants qui correspondent à leur culture politique, comme le montre encore le choix des structures intermédiaires, *osr* et bureaux exécutifs communaux et départementaux, similaires à nombre d'autres groupements politiques islamistes, notamment au Maghreb². De fait, comme le note Frédéric Sawicki, « les stratégies et les manières de faire de la politique des entrepreneurs politiques ne s'expliquent pas uniquement comme le produit de la quête raisonnée et systématique du pouvoir, mais sont conditionnées par des cadres cognitifs et normatifs objectivés dans des règles et un langage qu'on peut apparenter à une *culture partisane* »³. Dans le cas de la genèse partisane, cette culture est ainsi fortement dépendante des référents passés des fondateurs.

L'impact des caractéristiques sociales des fondateurs sur la forme organisationnelle peut encore se lire, dans le cas du FIS, à l'aune des modalités internes de répartition et d'utilisation de leur capital de compétences. Pour mener l'implantation territoriale du parti, le choix des responsables se porte ainsi rapidement sur Saïd Guechi. Cette désignation relevait de « l'évidence », selon Ahmed Merani, responsable de la commission sociale au bureau national : « La commission organique a été immédiatement confiée à Saïd Guechi. C'est lui qui a décidé de l'organigramme et qui s'est occupé d'organiser le FIS ». Yahia Bouklikha explique les raisons qui motivent sa nomination :

« Saïd Guechi était un ancien *moudjahidine*, c'est un vieux et un bon francisant, il avait une grande expérience à la JFLN [Jeunesse du FLN]. Il était très politisé. [...] Il a étudié pendant le système français, il n'est pas arrivé au Bac mais c'est un autodidacte, tu peux lui donner en sciences politiques un niveau de magistère à peu près, il est très bon. C'était le meilleur pour cela. »

C'est donc sur la base de son expérience que Saïd Guechi est choisi pour concevoir l'organisation du parti naissant – un choix qui s'explique également relativement aux profils des autres membres de la direction. Saïd Guechi est plus âgé que la moyenne des dirigeants du FIS, il jouit d'un grand prestige lié à son statut d'ancien combattant de la guerre d'indépendance et il connaît bien la chose politique, mais ce qui retient particulièrement l'attention est sa grande expérience associative. Parmi les fondateurs du parti islamiste, il est sans conteste celui qui a le plus milité dans des organisations nationales liées au parti unique : c'est le cas de l'association des anciens *moudjahides* et surtout celle de la Jeunesse du FLN qu'il a largement contribué à « organiser »⁴. En effet, dès la création en 1962 de cette organisation de

1. Cf. « Madjlis », « Madjlis al-Shura », dans Clifford Edmund Bosworth, Emeri J. Van Donzel, Bernard Lewis, Charles Pellat (dir.), *Encyclopédie de l'Islam*, Leyde/ Paris, E. J. Brill/Maisonneuve et Larose, nouv. éd., 1986, t. V, p. 1027-1080 et p. 1080-1084.

2. À propos des structures du Mouvement de la tendance islamique (Al-Nahdah), cf. Céline Braun, « À quoi servent les partis tunisiens ? Sens et contre-sens d'une "libéralisation" politique », dans Pierre-Robert Baduel, Myriam Catusse (dir.), « Les partis politiques dans les pays arabes. Tome 2 : le Maghreb », *Revue des deux mondes musulmans et de la Méditerranée*, 111-112, 2006, p. 15-61, notamment p. 35-39.

3. Frédéric Sawicki, « Les partis politiques comme entreprises culturelles », dans Daniel Céfai (dir.), *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, p. 191-212, dont p. 198.

4. Entretien avec Aïssi Kassa, Alger.

masse, il est particulièrement actif dans la mise en place des premières structures territoriales et dans la coordination des diverses activités de mobilisation (notamment les campagnes de volontariat), il se consacrera ensuite spécifiquement à la fédération de Sétif¹. Cette pratique d'encadrement militante dans les années 1960 et début 1970 lui permet de maîtriser un certain nombre d'outils qui s'avéreront indispensables à la fabrication du parti islamiste à partir de 1989 : la mise sur pied de structures, une compétence d'animation et d'organisation de toutes sortes de réunions, l'établissement de listings des membres actifs, la faculté de nouer des relations avec l'administration pour obtenir des espaces d'expression ou des financements, la capacité de motiver et former des futurs responsables de structures intermédiaires, la rédaction de procès-verbaux ou de comptes rendus d'activités (en arabe et en français), etc. Les qualités organisationnelles supposées de Saïd Guechi attestées par son parcours en font donc la personne idoine pour centraliser la structuration organisationnelle du FIS. La répartition des postes de direction dans le parti naissant est ainsi fonction des ressources attestées de chacun, de leur capacité à montrer les qualités ajustées pour de telles missions. Cette répartition, et l'usage qui est fait de ces qualités, n'est pas sans influence sur la forme même du FIS.

L'importance de relier propriétés des fondateurs et configuration organisationnelle pour mieux comprendre comment se façonne un parti peut être également illustrée à partir des cas du MSI et du FN. Pour ces deux organisations, *faire parti* signifie également *faire partie* du système politique. La création partisane correspond ainsi à l'adoption d'une logique d'entrée dans le jeu politique conventionnel qui implique une rupture avec le répertoire (idéologique, symbolique et pratique) des groupes préconstitués. Cette rupture est repérable à tous les niveaux. L'iconographie politique du MSI et du FN se déleste ainsi des stigmates symboliques qui ornaient jusqu'alors les supports iconiques des Fasci d'Azione Rivoluzionaria et d'Ordre nouveau (icônes mussoliniennes, faisceaux, croix celtique ou mains tendus). De même, les répertoires d'action et l'offre programmatique se déchargent des aspirations antisystème préétablies des groupes. Ainsi, les dirigeants *missini* n'appellent plus à une lutte révolutionnaire contre le régime issu de la Résistance (même si certains d'entre eux continuent de cautionner implicitement les actions menées par les groupes terroristes) ; ils reconnaissent tacitement le système démocratique italien et abandonnent toute référence au fascisme (à l'exception de la socialisation des moyens de production). L'entreprise frontiste apparaît soumise à des contraintes similaires. Comme l'affirme François Duprat, pour « se présenter comme un parti normal et légal », Ordre nouveau doit « abandonner toute référence au passé »². Le FN entend ainsi, par la voix de son président, se plier aux « méthodes démocratiques »³ et préconise un programme plutôt modéré (en regard des orientations nationalistes-révolutionnaires d'ON). Cette volonté d'euphémiser un passé jugé inadéquat à la scène démocratique – alors que, dans un même souci de légitimation, les dirigeants du FIS valorisent précisément leur passé – ne signifie pas pour autant que les *leaders* soient des acteurs désincarnés ou que la conversion s'opère sans heurts pour les militants. Affectant leurs pratiques, leurs principes doctrinaux ou les références symboliques qu'ils ont pour habitude de mobiliser, ce processus met en jeu leur identité même et engendre des perturbations internes : « Il faut calmer ces passions qui, explicables et en partie compréhensibles

1. K. Bouchama retrace par le menu les étapes de la création de la JFLN et évoque le rôle de Saïd Guéchi. cf. Kamel Bouchama, *La JFLN : un passé glorieux, un avenir interrompu*, Alger, ANEP, 1997, p. 91-221 et 447-466.
2. François Duprat, *Les mouvements d'extrême droite en France depuis 1944*, Paris, Albatros, 1972, p. 203.
3. Jean-Marie Le Pen, présentation des listes du FN, Journal télévisé de 20 heures, ORTF, 3 novembre 1972.

au niveau *individuel*, sont pourtant destructrices au niveau *national* »¹, peut-on lire dans l'une des *circulaires hebdomadaires* du MSI ; « Il est important de présenter vis-à-vis de l'extérieur un visage aussi modéré que possible [...] »², affirment les responsables d'Ordre nouveau. Pour autant, certains militants et responsables peinent à renoncer à ce qui constitue leur identité originelle : au sein d'ON, ces militants se retrouvent ainsi parfois, au siège du mouvement, rue des Lombards à Paris, « pour [se] détendre et oublier un instant les vicissitudes électorales, parmi [leurs] camarades, [leurs] emblèmes, [leurs] traditions »³ ; de même, certains des rassemblements du MSI donnent lieu à une réactivation de la liturgie fasciste, les militants entonnant « l'hymne des Arditi » ou « l'hymne à Rome » (deux chants issus du répertoire traditionnel fasciste). Pour contenir les aspirations des militants originels tout en respectant les impératifs stratégiques de la création partisane, les responsables du FN et du MSI vont de fait développer une sorte de « langue d'Esopo », autrement dit un « langage secret, codé, indirect »⁴ permettant de « faire passer des messages clandestins mais néanmoins parfaitement compréhensibles par les initiés »⁵. Ce langage s'insère dans la matrice discursive des formations, se donnant à voir à travers un jeu de référents (doctrinaux, symboliques, historiques...) qui restent à décoder et qui instaurent diverses filiations entre les groupes préconstitués et les organisations nouvellement créées : ainsi, à l'image du symbole de la flamme, le premier slogan du FN (« Avec nous, avant qu'il ne soit trop tard ») était déjà utilisé par les propagandistes d'ON qui l'avaient eux-mêmes emprunté au MSI (« Con noi, prima che sia troppo tardi » est le slogan d'une affiche du parti éditée dans le cadre des élections régionales de 1970)⁶. On relève dans la propagande du MSI la présence de ce même langage caché. Les initiales du parti formeraient ainsi l'acronyme « *Mussolini, Sei Immortale* » (Mussolini, tu es immortel)⁷. La forme trapézoïdale du socle qui figure sur le logo représenterait la sépulture de Mussolini⁸. Autant de signes, donc, qui ont pour vocation de produire de la continuité et donc de faciliter le processus de transition partisane. Pour autant, ce processus ne peut pas ne pas entamer les *habitus* militants initiaux. Le MSI et le FN se trouvent ainsi travaillés rapidement par des logiques conflictuelles opposant – selon des lignes flottantes – pragmatistes et orthodoxes, partisans de la voie légaliste et militants désireux de poursuivre l'action révolutionnaire. C'est cette même dynamique d'opposition, recoupant une lutte pour le contrôle de l'organisation et de ses quelques ressources, qui conduit à la première scission du FN en juin 1973. Les responsables du MSI doivent, de leur côté, doubler de contrôle pour maintenir l'unité partisane, appelant à renoncer à la violence militante et terroriste et à s'inscrire dans le cadre d'une « légalité effective »⁹.

La mise en forme du produit partisan se donne ainsi à voir à travers un double mouvement. D'une part, les logiques d'intégration au champ politique que poursuivent les fondateurs des

1. MSI, *Circolare settimanale*, 10, samedi 3 mai 1947.

2. *Pour un ordre nouveau*, juin 1973, supplément spécial congrès, p. 23.

3. *Ibid.*, p. 32.

4. Pierre Bourdieu, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, 1981, p. 3-24, dont p. 9.

5. Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique*, *La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005, p. 14.

6. Le MSI a tout à la fois servi d'exemple et d'organisation ressource pour l'Ordre nouveau dans la création du FN, apportant son soutien logistique, matériel et financier.

7. Cf. Nicola Rao, *Neofascisti! La Destra italiana da Salò a Fiuggi nel ricordo dei protagonisti*, Rome, Settimo Sigillo, 1999, p. 22-23.

8. Sur ce point, voir Luciano Lanna, Filippo Rossi, *Fascisti immaginari. Tutto quello che c'è da sapere sulla destra*, Florence, Vallecchi, 2003, p. 325.

9. MSI, *Circolare settimanale*, 12, 17 mai 1947.

organisations nouvellement créées constituent un élément central pour saisir les choix initiaux. Il en est ainsi de l'entreprise de conformation à ce qu'il est attendu d'un « vrai » parti (un sigle, un programme, un organigramme). D'autre part, la culture militante, même si elle n'est pas toujours assumée totalement, pèse pour comprendre la forme spécifique que prend le parti. Ainsi, les pratiques militantes antérieures persistent et déterminent pour partie la configuration initiale de l'organisation.

*
* *

Pourquoi et comment des individus – extérieurs au champ politique institué – décident-ils à un moment donné de créer un parti ? En partant de cette intrigue, notre ambition était de contribuer à une meilleure compréhension des processus de genèse partisane. Dans cette perspective, nous avons essayé de démontrer la fécondité d'une analyse centrée sur la fabrication partisane *en train de se faire*, en faisant abstraction de ce que sont advenues les organisations étudiées.

Cette approche implique d'appréhender ce processus à partir de deux étapes analytiques : l'une portant sur la primo-genèse, l'autre sur la mise en forme du parti. S'intéresser sous cet angle à la création d'un parti permet tout d'abord de faire apparaître une réalité partisane indéterminée généralement occultée par les lectures de type rétrospectif ou naturaliste. Adopter une telle démarche permet encore de souligner les dynamiques de conformation qui travaillent le processus d'édification d'une organisation partisane. Enfin, on a pu également rappeler la nécessité de s'intéresser aux caractéristiques politiques pour mieux saisir la forme prise par l'organisation dans les premiers mois qui suivent sa création.

On peut bien sûr penser que le cadre général de cette approche découle pour partie des singularités des trois cas étudiés, et notamment de leur « rapport » spécifique au système politique. Pourtant, un même mode opératoire semble repérable dans d'autres *types* organisations partisans¹. Les travaux qui suivent ne se sont pas attachés à étudier précisément les mécanismes que nous avons faits ressortir dans cet article, mais ils permettent néanmoins d'y repérer des indices qui laissent penser que ces mécanismes y sont également à l'œuvre.

Ainsi, la « primo-genèse » du FN, du MSI et du FIS n'est pas sans évoquer celle du parti écologiste flamand Agalev, qui débute par l'activation de réseaux préconstitués (autour d'une maison d'édition, de groupes de réflexion, de manifestations environnementales) pour « poser les premiers jalons d'une progressive entrée en politique »². Ce sont ensuite les perspectives électorales qui accélèrent la mobilisation de ces réseaux autour de la constitution d'une liste (pour les élections législatives de 1977 et 1978) et d'une structure potentielle d'action – en l'occurrence, une « commission » à caractère politique, le *Werkgroep Agalev*,

1. L'enquête menée par Myriam Aït-Aoudia dans le cadre de son doctorat portait également sur la création – au même moment que celle du FIS – d'un autre parti politique, cette fois berbériste et laïc, le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) par d'anciens militants des droits de l'homme et de la cause berbère. Le corpus était également constitué d'entretiens avec des membres fondateurs et des responsables des premières structures constituées (neuf entretiens), des archives internes (bulletins, comptes rendus de réunion, travaux des commissions préparatoires au 1^{er} congrès, etc.), de la presse partisane, et de divers documents et articles publiés dans la presse nationale. L'enquête a montré un processus similaire des phases de primo-genèse et de mise en forme, ce qui nous convainc davantage de la non spécificité des trois cas étudiés dans cet article.

2. Benoît Rihoux, « Agalev. La transformation inachevée d'un "parti-mouvement" en un parti de pouvoir », dans P. Delwit, J.-M. De Waele (dir.), *Les partis verts en Europe, op. cit.*, p. 139-164, dont p. 140.

qui « sera le creuset du parti »¹. Puis, « dès 1980, les tensions s'avivent entre partisans et opposants de la création d'un véritable parti politique »². Finalement, « au terme de longs et virulents débats, le parti Agalev voit le jour lors du congrès fondateur de Tielrode, les 27 et 28 mars 1982 »³. Un enchaînement imprévu de séquences qui fait également penser à la primo-genèse du parti socialiste chilien⁴ ou du parti chrétien du peuple norvégien⁵. Et si l'on regardait d'un peu plus près la façon dont ces partis ont été mis sur pied, on constaterait que leurs modalités de fabrication ne sont pas si éloignées de celles du FN, du MSI et du FIS. C'est que, pour *faire* parti, les acteurs doivent puiser dans un ensemble de « technologies »⁶. Celles-ci ont certes varié dans le temps et dans l'espace. On peut par exemple rappeler qu'à la fin des années 1870, en France, le gambettiste Jean-Jacques Weiss considère que « ce qui constitue un parti, c'est [...] une doctrine arrêtée, un but déterminé, un plan d'action suivi, un chef plus ambitieux du succès de la cause qu'il a embrassé que du développement de sa personnalité ; autour de lui, un état-major serré de lieutenants [...], d'autre gens d'affaires entendus ou négociateurs habiles [...] »⁷. Aujourd'hui, il conviendrait sans doute d'ajouter Internet à l'éventail des technologies partisanes⁸. Pour autant, les différents cas évoqués ici montrent bien qu'un label, un programme (même peu élaboré), une assise territoriale minimale, une parole partisane relativement unifiée restent des prérequis généraux pour exister en tant que parti. Enfin, si la « mise en forme » du FN, du MSI et du FIS apparaît tributaire du profil politique de ses fondateurs, ce constat semble également valable pour bien d'autres partis. À propos des Verts, Daniel Boy souligne ainsi la nécessité de prendre en considération les savoir-faire associatifs préexistants à la création du parti pour saisir la forme spécifique de son organisation⁹. Dans une perspective proche, Jean-Paul Salles montre l'importance de la « filiation trotskiste » et du passé militant pour comprendre le choix des structures et de l'organisation interne de la Ligue communiste révolutionnaire au moment de sa création¹⁰. Et de la même manière, plusieurs auteurs rappellent que Forza Italia a été modelé sur la base des structures commerciales préexistantes possédées par son fondateur Silvio Berlusconi, mais aussi sur celle des clubs de supporters du Milan AC dont il était également le président (les « clubs Forza Italia »)¹¹.

1. B. Rihoux, *ibid.*, p. 141.

2. B. Rihoux, *ibid.*

3. B. Rihoux, *ibid.*

4. Marie-Noëlle Sarget, *Système politique et parti socialiste au Chili. Un essai d'analyse systémique*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 67 et suiv.

5. Emmanuelle Vignaux, *Luthérianisme et politique en Norvège. Le parti chrétien du peuple*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 54 et suiv.

6. « Le résultat de ces processus continués, c'est la construction et la reconnaissance de la forme parti comme type d'entreprise politique historiquement située. Désormais, les technologies existent pour qui veut investir la compétition politique ; à condition qu'il ait les dispositions et les ressources pour le faire » : M. Offerlé, *Les partis politiques*, *op. cit.*, p. 36-38.

7. Cité par Raymond Huard, *La naissance du parti politique en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 176.

8. Cf. Alexandre Dézé, « Un parti "virtuel" ? Le Front national au prisme de son site Internet », dans Fabienne Greffet (dir.), *Contiuerlalutte.com. Les partis politiques sur le Web*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

9. Daniel Boy, « Comment devient-on un parti ? », *Politix*, 3 (9), 1990, p. 15-17. Dans le même sens, F. Faucher observe que la structuration initiale du parti doit être comprise en regard de la « vision politique » et de la « culture nationale » des fondateurs : Florence Faucher, *Les habits verts de la politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.

10. Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, p. 43-78.

11. Cf. Jean-Louis Briquet, *Mafia, justice et politique en Italie. L'affaire Andreotti dans la crise de la République (1992-2004)*, Paris, Karthala, 2007, p. 248 et suiv. ; Christophe Bouillaud, « Les droites en Italie. La science politique italienne face à un objet renouvelé », *Politix*, 30, 1995, p. 151-167, dont p. 162.

Bien évidemment, ces quelques exemples trop succinctement développés ne sauraient conférer à l'approche proposée un caractère général la rendant transposable à *tous* les cas de création partisane¹. Néanmoins, on espère avoir convaincu de l'intérêt de porter un regard renouvelé sur les processus génétiques des partis et d'en tester l'acuité sur d'autres organisations.

— Myriam Aït-Aoudia et Alexandre Dézé —

Myriam Aït-Aoudia est maître de conférences en science politique à l'IEP de Bordeaux et chercheuse au Centre Émile Durkheim (UMR 5116). Elle a notamment publié : « Imams et dirigeants du FIS : analyse d'un mode d'entrée et d'action partisan », *Les Cahiers de l'Orient*, 84, hiver 2006, p. 12-32 ; (avec Mounia Bennani-Chraïbi et Jean-Gabriel Contamin) « Contribution à une histoire sociale de la conception lagroyenne de la politisation », *Critique internationale*, 48, juillet-septembre 2010, p. 207-220 ; elle a participé à la coordination du dossier « Enquêter dans des partis politiques. Perspectives comparées », *Revue internationale de politique comparée*, 17 (4), 2011. Ses recherches actuelles portent sur la sociologie des partis politiques et du militantisme et sur la sociologie des *curricula* dans l'enseignement supérieur (Sciences Po Bordeaux, 11 allée Ausone, Domaine universitaire, 33607 Pessac <m.ait.aoudia@sciencespobordeaux.fr>).

Alexandre Dézé est maître de conférences en science politique à l'Université Montpellier 1 et chercheur au Centre d'études politiques de l'Europe latine (UMR 5112). Il a notamment publié : (en codirection avec Yohann Aucante) *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008 ; (avec Denis Bertrand et Jean-Louis Missika) *Parler pour gagner. Analyse sémiotique des discours de la campagne présidentielle de 2007*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007 ; « Le Front national comme entreprise doctrinale », dans Florence Haegel (dir.), *Partis et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 255-284. Ses recherches actuelles portent sur la sociologie des partis politiques, l'iconographie politique et les usages politiques d'Internet (Université Montpellier 1, Faculté de droit et science politique, 39 rue de l'Université, 34060 Montpellier cedex 2 <alexandre.deze@univ-montp1.fr>).

1. Cf. J.-Cl. Passeron, *Le raisonnement sociologique... op. cit.*

Annexe : Présentation des sources

Les sources utilisées dans cet article proviennent des terrains effectués par les deux auteurs dans le cadre de leur doctorat. Ils les présentent successivement.

Myriam Aït-Aoudia a effectué plusieurs séjours de recherche en Algérie entre 2001 et 2006. Elle a mobilisé quatre types de sources.

Elle a tout d'abord dépouillé quatre hebdomadaires et quotidiens algériens, ainsi que le journal du FIS, *El Mounquid* (« Le sauveur »). La presse permet de recueillir des informations factuelles, notamment les diverses mobilisations partisans (dates, déroulement, publication de tracts, de communiqués), mais aussi les discours des responsables du FIS (notamment au moment de la création du parti).

Elle a ensuite mené des entretiens avec vingt membres du FIS (des fondateurs, des responsables des structures nationales, départementales, locales, et des candidats aux élections). Ces entretiens (dont la durée variait entre une et vingt heures) visaient classiquement à procéder à une reconstitution factuelle des événements étudiés, comme la recherche d'informations précises touchant au parcours des personnes, aux modalités de prise de décision, au déroulement de certains épisodes ne pouvant, pour diverses raisons, être rendus publics. Ces entretiens sont également un moyen irremplaçable de reconstituer la perspective subjective des acteurs (leurs doutes, leurs hésitations, leurs difficultés, leurs perceptions). Il importe cependant de souligner que les entretiens ont été systématiquement confrontés à d'autres sources écrites (la presse et les archives), qui fournissent autant d'éléments précieux susceptibles de reconstituer une chronologie plus sûre et plus précise. Ce recoupement est d'autant plus important qu'il permet également de suppléer à la tentation de reconstruction biographique des acteurs qui souhaitent donner une image cohérente et positive de leurs actions, et de disposer d'un savoir opposable aux enquêtés en cas de perte de mémoire et/ou de mauvaise volonté. Comme n'importe quel autre type de sources, l'entretien doit être historicisé : le chercheur sait que plus de dix ans séparent les faits qu'il étudie au moment de la recherche. Le temps et les recompositions du paysage politique ont eu raison de certaines amitiés, ont détruit certains compagnonnages : d'anciens partenaires sont devenus adversaires, à l'instar d'un certain nombre de dirigeants du FIS qui se sont retrouvés dans des camps opposés au lendemain de l'annulation du scrutin de décembre 1991. Ce type de situation s'est posé à plusieurs reprises : par exemple, un ancien *leader* du FIS longtemps emprisonné minimisait le rôle tenu par un autre ancien membre de la direction ayant rejoint entre-temps le gouvernement. Une connaissance préalable et approfondie de la scène politique algérienne entre 1992 et les années 2000 est toujours apparue comme une condition nécessaire pour mettre à distance le discours des acteurs.

Le troisième type de sources est constitué des deux genres de documents émanant du FIS. D'une part, ceux relevant de la propagande des organisations : tracts, programmes politiques et électoraux, affiches électorales, listes de candidats aux élections, particulièrement utiles pour saisir les modes de présentation de soi des candidats et des responsables politiques, la façon dont ils justifient et légitiment leur participation au jeu politique, et dont ils promeuvent une identité partisane et opèrent le cadrage des activités de mobilisation. D'autre part, leurs archives internes (statuts, textes des congrès et des pré-congrès, comptes rendus de réunion de la direction nationale, photographies), qui ont été utiles pour reconstruire les

modes de structuration partisane ou encore la façon dont a été préparée la première échéance électorale. Il faut préciser ici que ces documents n'ont jamais été classés, ni même consultés par les chercheurs (ou les journalistes) et sont pour beaucoup issus des « armoires privées » des personnes interviewées.

Le dernier type de source est constitué du matériau juridique qui encadre le changement de régime, notamment la nouvelle Constitution de février 1989 qui met un terme au parti unique, ainsi que les textes concernant la légalisation des partis politiques. Associée aux déclarations des dirigeants politiques (du FLN et du gouvernement), cette documentation permet de saisir le contexte institutionnel dans lequel la naissance du FIS a eu lieu.

Alexandre Dézé a réalisé trois terrains dans le cadre de sa thèse : en Italie, en France et Belgique (sur le Vlaams Blok, cas non relaté ici). Plusieurs types de sources ont été réunis et consultés à cette occasion.

Concernant le MSI, ces sources ont été recueillies à partir du dépouillage de l'intégralité des cartons contenus dans la deuxième série du fonds Mario Cassiano (membre fondateur du parti) de la Fondazione Ugo Spirito (ancien Institut d'études corporatives du MSI), située via Genova à Rome (soit au total 17 cartons contenant 59 intercalaires) ; de l'intégralité des cartons contenus dans les archives du MSI de la Fondazione Ugo Spirito, soit au total 14 cartons ; du fonds iconographique et bibliothécaire de la Fondazione Ugo Spirito ; des sources accessibles dans certaines sections romaines du MSI ; des sources primaires contenues dans les bibliothèques de la ville de Rome (bibliothèques d'histoire moderne et contemporaine, de la Chambre des députés, des Archives centrales d'État). Concernant le Front national, il n'existe pas de site institutionnel rassemblant les archives du parti. Plusieurs visites effectuées au siège du FN ont permis (outre la réalisation d'entretiens avec des responsables du parti) de rassembler une partie des documents, complétés par les sources primaires consultables au musée d'Histoire contemporaine de la BDIC (Musée des Invalides), à la Bibliothèque nationale de France et à la bibliothèque de la Fondation nationale des sciences politiques. L'ensemble réuni se compose des documents relatant la vie interne des partis (statuts, matériel de congrès, circulaires, compte rendu de réunion, courriers...) ; des documents relatifs aux activités de propagande (programmes, brochures, affiches, tracts) ; des écrits des acteurs (ouvrages analytiques, ouvrages historiques, articles parus dans la presse organique, notes) et de la presse organique.

Une attention toute particulière a été portée, dans l'analyse, aux sources iconographiques, et notamment aux affiches. Les images dites fixes restent encore peu étudiées en science politique, où elles conservent, selon une expression de Pierre Favre, le « statut dévalorisé de l'illustration ». Il s'agissait précisément de démontrer le caractère heuristique de ce type de sources pour mieux saisir – entre autres – certaines aspects du processus de fabrication des partis, qu'il s'agisse du choix du logo, de ses fonctions symboliques ou des implications discursives liées à la transition partisane¹.

1. Une première version de ce texte a été présentée et discutée lors de la section thématique n° 7 « Naissance et mort des partis politiques » à l'occasion du 10^e congrès de l'Association française de science politique, à l'Institut d'études politiques de Grenoble (7-9 septembre 2009). Les auteurs tiennent ici à remercier les organisateurs de cette section (Hélène Combes et Julien Fretel, également responsables du Groupe d'études sur les organisations et partis politiques de l'AFSP), ainsi que Frédéric Sawicki (l'un des discutants de cette section) pour ses précieux commentaires. Ils adressent également leurs remerciements aux lecteurs anonymes de la *Revue française de science politique* pour leurs remarques avisées.